

# BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE

## SCIENCES ET TECHNOLOGIES DU MANAGEMENT ET DE LA GESTION

### TOUTES SPÉCIALITÉS

### SECOND GROUPE D'ÉPREUVES

Session 2014

### ÉPREUVE ORALE DE DROIT OU D'ÉCONOMIE

Temps de préparation : 20 minutes

Durée de l'épreuve : 20 minutes

Aucun document n'est autorisé. Les calculatrices sont interdites.

#### Indications de corrections Sujet N°5

#### Économie (sur 20 points)

---

#### 1. Commentez l'évolution du taux de chômage en France et en Allemagne. (4 points)

*Cette partie de l'épreuve vise à évaluer si le candidat est capable de :*

- *interpréter des données économiques de différentes natures et à partir de différents supports.*

Jusqu'en 2008, les taux de chômage en France et en Allemagne suivent des évolutions similaires :

- une forte augmentation jusqu'en 1998 (en Allemagne : de 6% de la population active en 1992 à 9% en 1998, et de 9% à 11% en France) ;
- puis, une nette diminution entre 1998 et 2002 jusqu'à environ 8% de la population active dans les deux pays ;
- une remontée entre 2002 et 2005, plus marquée en Allemagne (11%) qu'en France (9%) ;
- et enfin, une baisse entre 2005 et 2008 jusqu'à environ 7% de la population active dans les deux pays.

En revanche, à partir de 2008, on observe une évolution opposée des taux de chômage en France et en Allemagne :

- en Allemagne, le taux de chômage diminue jusqu'à environ 5,5 % de la population active en 2012 ;
- en France, le taux de chômage augmente jusqu'à environ 10 % de la population active en 2012.

#### 2. Déterminez les conséquences des réformes du marché du travail engagées en Allemagne en 2003. (6 points)

*Cette partie de l'épreuve vise à évaluer si le candidat est capable de :*

- |   |
|---|
| <p>- <i>identifier les informations adaptées dans la documentation fournie et les mobiliser dans l'analyse.</i></p> |
|---|

Les réformes engagées par le chancelier Schröder en 2003 visaient à flexibiliser le marché du travail.

On peut distinguer des conséquences à la fois économiques et sociales de ces réformes.

Les conséquences économiques :

- renforcement de la modération salariale : l'Allemagne est le pays de la zone euro qui a connu la plus faible progression du coût salarial unitaire nominal (document 2) ;
- amélioration de la compétitivité ;
- développement des exportations ;
- baisse du taux de chômage de 5,5 points en 10 ans.

Les conséquences sociales :

- explosion de la précarité et des emplois à bas salaires (1 salarié sur 4 aujourd'hui) : aujourd'hui en Allemagne, 6 millions de personnes travaillent pour moins de 8 euros de l'heure, et 2,5 millions pour moins de 5 euros ;
- augmentation du taux de pauvreté de 3,5 points en 10 ans : certains salariés allemands touchent des salaires de misère, de 1 ou 2 euros de l'heure.

**3. Présentez les arguments qui permettent de répondre à la question suivante :**

**La baisse du SMIC en France est-elle la solution au problème du chômage ?  
(10 points)**

<p><i>Cette partie de l'épreuve vise à évaluer si le candidat est capable de :</i></p>
--

- |  |
|--|
| <p>- <i>répondre à une question relative à un thème d'actualité de manière argumentée.</i></p> |
|--|

Axe n°1

Pour certains économistes, le chômage s'explique avant tout par un coût du travail trop élevé pour les entreprises, notamment pour les travailleurs les moins qualifiés.

Dans ce cas, la demande de travail des entreprises est inférieure à l'offre de travail, ce qui crée une situation de chômage.

Pour retrouver l'équilibre entre l'offre et la demande de travail, il faut améliorer la flexibilité du marché du travail, en supprimant les contraintes qui pèsent sur la fixation des salaires et alourdissent le coût du travail, notamment le salaire minimum légal.

Dans cette perspective, la baisse du SMIC permet de réduire le chômage structurel.

Axe n°2

Pour d'autres économistes, le chômage s'explique avant tout par une insuffisance de la demande globale (consommation, investissement, et exportations).

C'est le point de vue défendu par Eric Heyer, économiste à l'OFCE : "Nous sommes dans une période d'excès d'offre et de demande insuffisante. Les entreprises n'embauchent pas parce que la demande qui leur est adressée est insuffisante, parce qu'elles sont en surcapacités. Baisser le salaire minimum dans de telles conditions ne peut avoir que des effets négatifs sur le pouvoir d'achat des consommateurs, donc aggraver la récession".

Dans cette perspective, la baisse du SMIC n'est pas la solution pour réduire le chômage conjoncturel.